

Les brèves de l'Observatoire SMACL - 16 juin 2015

Actualités

Juridiscope territorial et associatif

Retrouvez les dernières décisions de la justice pénale recensées par l'Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale.

[... Suite](#)

Revue de presse juridique territoriale

Préparée par le département juridique de SMACL Assurances.

[... Suite](#)

Mieux vaut en rire ...

Mais quelle mouche l'a piqué ?

Une mauvaise piqûre d'insecte sur un enfant de maternelle suivie d'une infection nécessitant une hospitalisation en urgence. Qui est responsable ? La maîtresse et la commune bien sûr !

[... Suite](#)

Les réponses de la jurisprudence

Droits des contrats

Une promesse unilatérale de vente consentie par une commune est-elle créatrice de droits pour le bénéficiaire, interdisant de fait à la collectivité de se rétracter au-delà du délai de 4 mois ?

[... Suite](#)

Fonction publique

Un agent d'entretien demande sa mise à la retraite anticipée pour invalidité professionnelle en raison d'une tendinite. La commune peut-elle refuser de reconnaître l'imputabilité au service de cette pathologie au seul motif que celle-ci n'est pas inscrite au tableau des maladies professionnelles visé par le Code de la sécurité sociale ?

[... Suite](#)

Principe de précaution

L'évolution des connaissances scientifiques peut-elle constituer rétroactivement un élément à charge contre le décideur qui a mal évalué un risque ?

[... Suite](#)

D'autres réponses (espace réservé aux sociétaires de SMACL Assurances)

[... Suite](#)



Sécurité élus

Votre protection juridique et votre assurance responsabilité personnelle à moins de 32 €*.

[En savoir plus](#)

* Voir conditions

Observatoire SMACL [@ObsSmacl](#) [Suivre](#)

#Colterr La journée d'étude de [@ObsSmacl](#) le 15 décembre prochain ("Laïcité et #Colterr") traitera de situations très concrètes. (2/2)

Publications



Rapport annuel 2014 : pour tout savoir sur la responsabilité pénale des élus et des agents territoriaux. [Recevez-le gratuitement](#)

Devenir sociétaire SMACL ? Découvrez nos offres et obtenez gratuitement un devis sur smacl.fr



Action sociale

Allocation personnalisée d'autonomie (APA) : le département peut-il réclamer le remboursement au bénéficiaire plus de 2 ans après un versement indu ?

[... Suite](#)

Un département peut-il exercer un recours sur donation contre le bénéficiaire de l'aide sociale qui a reçu un bien en usufruit ?

[... Suite](#)



Collaboration bénévole à un service public

Une exposante dans un salon organisé par une collectivité se blesse en accompagnant des visiteurs à la sortie. Peut-elle rechercher la responsabilité de la collectivité au titre de la collaboration occasionnelle à un service public ?

[... Suite](#)



Construction et garantie décennale

La garantie décennale du constructeur s'applique-t-elle si le maître de l'ouvrage aurait pu avoir connaissance du désordre lors de la réception des travaux s'il avait correctement suivi et contrôlé l'exécution du marché ?

[... Suite](#)



Décentralisation

Les régions ont-elles droit à une compensation financière de la charge supplémentaire liée à la mise en œuvre de la réforme du régime spécial de retraite des personnels de la SNCF ?

[... Suite](#)



Elections

Un maire sortant peut-il utiliser la page Facebook de la mairie pendant la campagne à des fins de propagande électorale ?

[... Suite](#)

L'annulation de l'élection d'un conseiller municipal entraîne-t-elle automatiquement l'annulation de son élection en qualité de conseiller communautaire si le juge n'a pas été saisi de conclusions en ce sens ?

[... Suite](#)

Le directeur d'un établissement public départemental de l'enfance et de la famille peut-il se présenter à l'élection municipale dans une commune du département ?

[... Suite](#)

Une association diffuse un tract dans un quartier l'avant-veille des élections dans laquelle elle accuse le maire sortant de vouloir déplacer une mosquée et appelle à voter pour une liste concurrente. Cette communication de dernière minute est-elle de nature à annuler l'élection bien que le candidat élu ne soit pas à l'origine de la diffusion du tract litigieux ?

[... Suite](#)

L'exercice d'un recours spécial (prévu à l'article L. 265 du code électoral) contre la décision préfectorale refusant la délivrance d'un récépissé de déclaration de candidature d'une liste interdit-il au candidat d'introduire un recours, pour le même motif, contre les opérations électorales ?

[... Suite](#)



Pouvoirs de police et responsabilité des élus : êtes-vous bien assuré : Rédigé avec une certaine dose d'humour, cet ouvrage permet de prendre du recul face aux demandes et exigences des administrés ainsi qu'avec les injonctions de textes normatifs pas toujours adaptés aux réalités du terrain. Loin de vous décourager ou de vous pousser à démissionner, il aide à conserver le goût de l'engagement et des responsabilités au service du bien commun et de l'intérêt général. [Téléchargez-le sur smacl.fr](http://smacl.fr)



Prévention des risques dans l'habitat social : En partenariat avec l'Association des petites villes de France (APVF). [Téléchargez le guide sur smacl.fr](http://smacl.fr)

Découvrez la **collection des guides de bonnes pratiques de SMACL Assurances** en téléchargement. [En savoir plus](#)



Environnement

L'administration est tenue, pour toute décision ayant une incidence sur l'environnement, de porter à la connaissance du public par voie électronique les motifs de la décision et une synthèse des observations du public. Cette obligation emporte-elle obligation de motiver la décision elle-même ?

[... Suite](#)



Fonction publique et droit social

Procédure disciplinaire : faut-il informer l'agent de son droit à prendre copie de son dossier ?

[... Suite](#)

Le juge administratif est-il compétent pour statuer sur les litiges nés du transfert des contrats de travail de droit privé à la collectivité dans le cadre d'une reprise en régie ?

[... Suite](#)

Une collectivité peut-elle transformer un poste d'ingénieur territorial en poste d'attaché territorial ?

[... Suite](#)

Les sapeurs-pompiers volontaires bénéficient-ils de droits syndicaux bien qu'ils exercent leurs fonctions à titre bénévole ?

[... Suite](#)



Marchés publics

Une personne publique peut-elle solliciter des candidats une prorogation ou un renouvellement du délai pour choisir l'attributaire d'un marché ?

[... Suite](#)



Ouvrage public

Un randonneur est victime d'un accident sur un site difficile d'accès resté en son état naturel et sauvage. La commune peut-elle être déclarée responsable ?

[... Suite](#)

Une victime chute sur une voie piétonnière ayant fait l'objet de travaux réceptionnés sans réserve. Le maître d'ouvrage peut-il appeler en garantie la société chargée de l'exécution des travaux ?

[... Suite](#)



Pouvoirs de police

Le propriétaire d'un immeuble déclaré insalubre peut-il faire valoir que le coût des mesures ordonnées est disproportionné par rapport à la valeur de l'immeuble ?

[... Suite](#)

Un mur situé à l'aplomb d'une voie publique menace de s'effondrer. Le maire peut-il, au titre de la police des immeubles menaçant ruine, enjoindre au propriétaire de la parcelle maintenue par ledit mur d'engager les travaux nécessaires ?

[... Suite](#)



Urbanisme

Le maire peut-il refuser de délivrer un permis de construire pour non conformité au PLU sans vérifier d'office si le projet n'est pas susceptible d'adaptations mineures ?

[... Suite](#)

Les articles ci-contre sont disponibles gratuitement une semaine après leur publication. Au-delà de ce délai, ils sont accessibles aux sociétaires de SMACL Assurances et aux adhérents de SMACL Santé qui pourront s'authentifier après s'être inscrits via le formulaire.
> [le site web de l'Observatoire](#),
> [inscrivez-vous](#) pour recevoir votre mot de passe.

Renseignements via [le formulaire de contact](#)

Exercice du droit de préemption dans les espaces naturels sensibles : la collectivité doit-elle justifier de la réalité d'un projet d'aménagement à la date à laquelle elle exerce son droit de préemption ?

[... Suite](#)



Voirie

Des plantations situées sur l'accotement d'une route départementale et périodiquement entretenues par la commune peuvent-elles engager la responsabilité de cette dernière en cas d'accident ?

[... Suite](#)

Les réponses ministérielles

Cimetières

L'installation d'un « QR code » sur une plaque funéraire est-elle soumise à l'approbation du maire ?

[... Suite](#)

Conseil municipal

Le maire peut-il subdéléguer sa signature à un fonctionnaire pour l'exercice d'une compétence que lui a déléguée le conseil municipal ?

[... Suite](#)

Pouvoirs de police

Le président du conseil départemental peut-il restreindre l'accès à un site touristique desservi par une route départementale sans recueillir l'accord de la commune concernée ?

[... Suite](#)

Urbanisme

Un maire peut-il refuser le raccordement au réseau électrique d'un terrain situé en zone non constructible ?

[... Suite](#)

Au Journal Officiel

Sélection de textes officiels dont la publication aurait pu vous échapper :

- Publiés entre le 1er et le 7 juin 2015.

[... Suite](#)

- Publiés entre le 25 et le 31 mai 2015.

[... Suite](#)

- Publiés entre le 18 et le 24 mai 2015.

[... Suite](#)

- Publiés entre le 11 et le 17 mai 2015.

[... Suite](#)



Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 34 de la loi "Informatique et Libertés").
Vous pouvez l'exercer par courrier à l'adresse : Observatoire SMACL - 141, avenue Salvador-Allende- 79031 NIORT cedex 9
ou par mail à cil@smacil.fr.